

Appel à l'embargo militaire contre Israël

21.07.2014

Categories: Embargo militaire

Des lauréats du prix Nobel de la Paix et des personnalités appellent à l'embargo militaire contre Israël : AGISSEZ MAINTENANT!

« Avec l'instauration d'une relation d'oppression, déjà la violence a commencé. Jamais dans l'histoire, la violence n'a été déclenchée par l'opprimé... Il n'y aurait pas d'opprimés s'il n'y avait eu auparavant une violence pour instaurer leur domination. » Paulo Freire

Israël a lancé une fois encore toute la force de son armée contre la population captive palestinienne, particulièrement dans la bande de Gaza assiégée, dans une action inhumaine et illégale d'agression militaire. L'assaut d'Israël qui se poursuit contre Gaza a tué déjà un grand nombre de civils palestiniens, en a blessé des centaines et a dévasté l'infrastructure civile, notamment celle de la santé, qui se trouve confrontée à de graves pénuries.

La capacité d'Israël à lancer de telles attaques dévastatrices en toute impunité découle en grande partie de la large coopération internationale militaire et d'échanges qu'il entretient avec des gouvernements complices à travers le monde.

Sur la période 2009-2019, les USA vont fournir une aide militaire à Israël de 30 milliards de dollars, alors que les exportations militaires annuelles israéliennes ont atteint des milliards de dollars. Ces dernières années, les pays européens ont exporté des armes à Israël pour des milliards d'euros, et l'Union européenne a octroyé aux sociétés d'armement et aux universités israéliennes des subventions au titre de la recherche militaire portant sur des centaines de millions d'euros.

Les économies émergentes, comme l'Inde, le Brésil et le Chili, ont rapidement développé leur commerce et leur coopération militaires avec Israël, malgré leur appui affirmé aux droits palestiniens.

Par l'importation et l'exportation d'armes depuis et vers Israël, et l'encouragement au développement de la technologie militaire israélienne, les gouvernements envoient en réalité un message clair de leur approbation de l'agression militaire israélienne, y compris de ses crimes de guerre et de ses crimes possibles contre l'humanité.

Israël est l'un des principaux fabricants et exportateurs au monde de drones équipés à des fins militaires.

La technologie militaire d'Israël, mise au point pour pérenniser des décennies d'oppression, est mise sur le marché comme « *testée sur le terrain* » et elle est exportée dans le monde entier.

Les relations dans les domaines du commerce et de la recherche militaires avec Israël ont stimulé l'impunité israélienne dans la perpétration de violations graves du droit international et incité à l'enracinement du système d'Israël d'occupation, de colonisation et à son déni systématique des droits palestiniens.

Nous demandons aux Nations-Unies et aux gouvernements du monde de prendre immédiatement des mesures pour l'application d'un embargo militaire total, et juridiquement contraignant, sur Israël, comme celui qui fut imposé à l'Afrique du Sud durant l'apartheid.

Les gouvernements qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien dans Gaza qui fait face au poids du militarisme, des atrocités et de l'impunité d'Israël, doivent commencer par couper toutes relations militaires avec Israël. Les Palestiniens aujourd'hui ont besoin d'une solidarité efficace, pas de charité.

Une version abrégée de cette lettre appelant les Nations-Unies et les gouvernements à imposer un embargo militaire à Israël a été publiée dans The Guardian, le 19 juillet 2014 (<http://www.theguardian.com/world/2014/jul/18/arms-trade-israel-attack-gaza>).

La lettre est signée par six Prix Nobel de la Paix : l'archevêque Desmond Tutu, Adolfo Peres Esquivel, Jody Williams, Mairead Maguire, Rigoberta Menchú et Betty Williams.

Parmi les autres signataires : Noam Chomsky, Roger Water des Pink Floyd, la dramaturge Caryl Churchill, le rappeur états-unien Boots Riley, João Antonio Felicio, président de la Confédération syndicale internationale, et Zwelinzima Vavi, secrétaire général de la Confédération syndicale d'Afrique du Sud.